bation du bout des lèvres. Cette position devait en outre varier au gré des situations locales et connurent plus d'un tournant. Lénine lui-même ne parvint pas à porter un jugement clair et net sur le nouveau phénomène révolutionnaire, tout en étant le seul bolchevik qui se fût soucié de l'étudier à fond et de l'intégrer à sa théorie et à sa tactique.

Pendant la grève d'octobre, des ouvriers sympathisant avec le bolchevisme prirent part, au même titre que d'autres, à la fondation du Soviet de Pétersbourg. Le Comité du parti qui, à la différence des mencheviks, n'avait pas invité à participer aux élections de députés, envoya ses représentants officiels siéger au Comité exécutif (Knunianc [Radin] fut le principal d'entre eux). Pendant les premiers jours du Conseil, alors qu'il n'agissait encore qu'en qualité de comité de grève et que personne ne savait au juste quel rôle il serait appelé à jouer, il eut droit à toute la sympathie des bolcheviks. Les choses changèrent cependant quand, ayant survécu à la grève, le Conseil se transforma petit à petit en un organe de direction politique des masses ouvrières de la capitale. Dès lors, la plupart des bolcheviks de la ville lui marquèrent une franche inimitié [245]. Ils réussirent à faire adopter au Comité fédératif du P.O.S.D.R., qui réunissait des délégués des deux fractions, une résolution exigeant du Soviet qu'il adoptât officiellement le programme de la social-démocratie, en alléguant que des organismes apolitiques de ce genre étaient incapables de suivre une ligne politique distinctement prolétarienne et risquaient donc de nuire à la cause [246]. Le Comité central du parti, ayant rendu cette résolution publique le 27 octobre, en fit une règle de conduite pour toutes les organisations bolcheviques. A Pétersbourg même, les militants œuvraient dans ce sens en milieu ouvrier et parmi les députés au Soviet. Ils réussirent à pousser les travailleurs de certaines usines à voter des motions analogues à la résolution du Comité fédératif [247]. Sur ces entrefaites, les mencheviks décidèrent de se désolidariser d'une tactique aussi extrémiste et, de leur côté, les socialistes-révolutionnaires soumirent à l'assemblée plénière du Soviet une contre-résolution où les prétentions du Parti social-démocrate, posant au seul et unique représentant du prolétariat, étaient repoussées sans ambages [248]. Après l'arrivée de Lénine dans la capitale, les bolcheviks cessèrent d'attaquer publiquement le Conseil ouvrier.

245. Cf. Martow, p. 144 sqq.; Gorin, pp. 86-106. Ce dernier tente de masquer l'attitude des bolcheviks de Saint-Pétersbourg. En sens contraire, cf. Nevskij, p. 33, n. 1.

246. Voir le texte de cette résolution chez Radin, p. 103, n. 1; cf. aussi Nevskij, p. 50 sq.

247. Cf. *Novaja Žizn'*, 3, 29 octobre; 4, 30 octobre; 5, 1er novembre; 9, 10 novembre; 13, 15 novembre 1905.

248. Khrustalev, p. 150 sq.

La discussion qui se déroulait dans les colonnes de leur journal, la *Novaja Žizn'*, portait essentiellement sur le type de relations à établir entre le Soviet « organisation apolitique », et le Parti social-démocrate. Les bolcheviks reprochaient avant tout au Conseil des députés ouvriers de chercher à se présenter comme une institution placée au-dessus des partis. Ils se disaient convaincus que « seul un parti rigoureusement de classe est à même de diriger le mouvement politique du prolétariat et de veiller à la pureté de ses mots d'ordre, et non ce fatras politique, cette organisation politique confuse et hésitante, que le Conseil ouvrier représente et ne peut que représenter » [249]. De l'aveu général, il était impossible d'envisager une coexistence durable du Conseil et du Parti. C'est ce que faisait savoir nettement, au nom d'un groupe d'agitateurs et de propagandistes bolcheviks, un certain P. Mendeleev : « Le Conseil des députés ouvriers ne saurait exister en qualité d'organisation politique et les social-démocrates devraient s'en retirer attendu qu'il nuit, par son existence, au développement du mouvement social-démocrate. Le Conseil des délégués ouvriers peut exister sous forme d'organisation syndicale, autrement, il n'a qu'à disparaître. Comme organisation syndicale, il pourrait prendre une grande importance, du fait qu'il rassemble tous les ouvriers dans une organisation unique, mène campagne à la fabrique pour la fondation de caisses de résistance syndicales et fait fonction de comité de grève pendant la grève. » En conséquence, ce même Mendeleev proposait au Parti d'adopter face au Soviet une tactique en trois temps : 1) chercher à lui faire admettre qu'il devrait se borner à des activités de type syndical; 2) en cas d'échec, l'amener à se placer publiquement sous la direction du P.O.S.D.R.; 3) dès lors, le Soviet s'acheminerait rapidement vers sa fin, la survie aux côtés du Parti d'une autre organisation social-démocrate étant d'évidence superflue [250].

B. Radin venait de consacrer à cette question un article intitulé « Parti ou soviet ? », lequel devait donner à Lénine l'occasion de développer sa conception du caractère et du rôle des conseils. Radin ne niait pas la nécessité d'une organisation capable de déclencher et de guider une grève de masse, puisque les partis politiques ne pouvaient pas y arriver à eux seuls. Mais il n'était pas question que le Conseil ouvrier se substituât au Parti. « Tout

249. P. N. Gvodzev, dans l'article : « Social' demokratija i Sovet rabočikh deputatov », *Novaja Žizn'*, 7, 7 novembre 1905.

250. *Novaja Žizn'*, 6, 2 novembre 1905.